

# Education nationale :

Suppression de postes, «service minimum»...  
En prenant pour cible l'Education nationale,  
la droite fait de cette rentrée scolaire un cap  
symbolique de sa politique

page 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

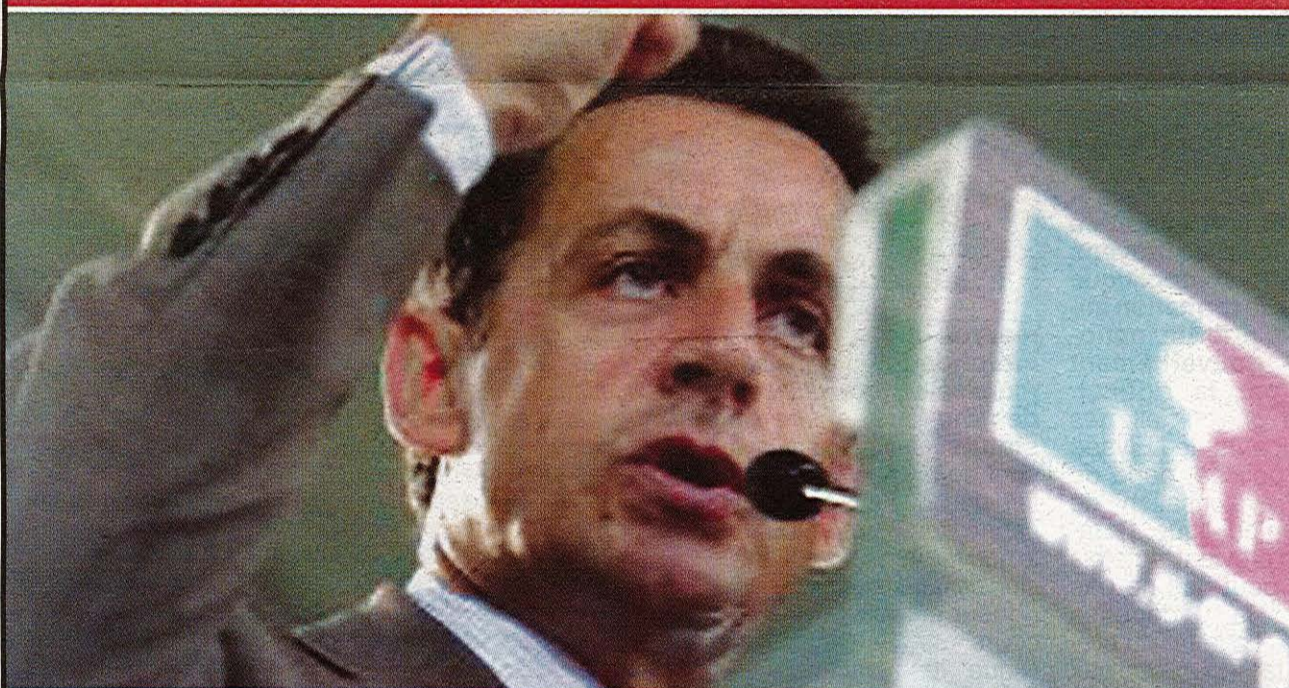
Numéro 834

13 septembre 2007

prix: 0,70 €

Droit du travail, Cadeux Fiscaux, Suppressions de postes, Franchise médicale...

## UNE RENTREE DE CLASSE !



### ■ LES COMMUNISTES OUVRENT LES DÉBATS

A l'occasion de leur journée de réflexion de rentrée les communistes de Loire Atlantique ont fait le choix d'un débat sans exclusive.

P.3

### ■ FUSION GDF-SUEZ

L'annonce de la fusion GDF-SUEZ suscite la colère et l'indignation sur le site de Montoir.

P.3



### ■ RENTRÉE LITTÉRAIRE

Politique, Justice, Education... Plus de 550 essais et documents au menu de cette rentrée littéraire. NLA fait le point.

P.6

### ■ RÉSISTANCES

A Saint Nazaire, la mobilisation citoyenne et l'action d'élus communistes a permis d'empêcher l'expulsion de Sappuilla Moussaev.

P.7



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Love Story

C'est aux grands patrons du MEDEF que Nicolas Sarkozy a réservé son discours de rentrée : Une première pour un président de la République. Visiblement, l'idylle entre le président et la patronne des patrons est au beau fixe. Il faut dire que Sarkozy a fait fort pour célébrer la nuit de noces, parmi les annonces : poursuite de la réforme fiscale, nouvel assouplissement des 35 heures, «dépenalisation des affaires» et évocation d'une «séparation à l'amiable» entre employeur et employé. Ce qui est sûr c'est que pour le président, le divorce avec les salariés est consommé.



### Joly juge Sarkozy

Devant le MEDEF, Sarkozy a annoncé vouloir mettre un terme à la pénalisation des affaires et à la pratique des lettres anonymes. Pratique qui est à l'origine de nombreux procès pour fraude ou corruption et que la grande majorité des pays européens, protégés par la loi. Pour la juge anti-corruption Eva Joly, il s'agit «d'une grave erreur». Elle ajoute que «les valeurs que dessine Monsieur Sarkozy ne sont pas les valeurs de la France que j'ai aimé» pour conclure «Je ne comprend pas un pays qui responsabilise ses enfants et ses fous et déresponsabilise ses élites». Avrai dire, elle n'est pas la seule mais c'est malheureusement le symptôme de la voie populiste qu'a choisi d'emprunter le nouveau président.

### Malaise

Après avoir déclaré «Sarkozy est un danger public» pendant la campagne présidentielle, Michel Rocard s'est fendu de nombreuses annonces sur sa «compatibilité avec Sarkozy». Si bien que le président a fini par l'entendre en le nommant dans une commission de réflexion sur l'école. Il est vrai que Michel Rocard a toujours été un apôtre de l'économie de marché et de l'alliance au centre. D'ailleurs, ce qu'il faut changer dans la gauche d'après lui, c'est son «étatisme» et «sa proximité avec le PCF». «Mérite-t-il le respect ?» demande-t-il. Et de préciser : «quinze ans après la fin du goulag, j'ai du mal à me sentir bien avec quelqu'un qui se dit antilibéral». C'est sûr, il doit se sentir mieux en compagnie du ministre Darcos.

### Haro sur les fonctionnaires

Décidément, les fonctionnaires sont les cibles principales du nouveau gouvernement. Le président a promis le non remplacement d'un poste sur deux et la ministre de l'économie parle carrément de «plan de rigueur pour la fonction publique». Quand à André Santini, désormais secrétaire d'Etat à la fonction publique, il juge anormal que 24% de la population active soit fonctionnaire. Il trouve par ailleurs «bizarre» que «Dans l'opinion, tout le monde gueule contre les fonctionnaires, et 75% des jeunes n'ont qu'une envie, c'est d'être fonctionnaire...». D'autant plus «bizarre» qu'un sondage IFOP/JDD montre que 61% des personnes interrogées ne sont pas satisfaites du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

## Point de vue

par Yvon RENEVOT



Durant l'été, les député-e-s et sénateurs et sénatrices communistes ont combattu toutes les lois anti-sociales que Sarkozy et son gouvernement voulant faire adopter en urgence durant la période de vacances. Aujourd'hui, en reprenant leurs activités militantes, les communistes sont engagés dans ce combat de résistance et travaillent à son développement. Dès le 27 août, les militants communistes des sections de Saint-Nazaire, Brière, Presqu'île

Les communistes sont convaincus que la résistance, la riposte et la mise en échec des politiques de casse sociale, seront possibles à deux conditions : la première est que sur chaque sujet nous soyons capables d'argumenter contre cette politique ultra-libérale et présenter des solutions alternatives crédibles à l'échelle du pays, de l'Europe et du monde. La deuxième est le lancement en grand d'un travail d'analyse sur les raisons de l'échec électoral du printemps de toute la gauche. Cela doit passer par un examen sans concession des programmes, des stratégies de rassemblement de toutes ces composantes.

Les communistes ont eux, un travail important d'analyse, d'invention, de création à engager de façon ouverte avec

tous ceux qui attendent et cherchent une alternative au libéralisme dans la préparation d'un congrès extraordinaire les 8 et 9 décembre prochains. Beaucoup de ces hommes et femmes qui sont en recherche et qui veulent construire

«Rentrée en résistance et en espérance !»

et leurs élus se mobilisaient devant le commissariat de Saint-Nazaire pour protéger la convocation de M. Moussaev sans papiers. La sortie de M. Moussaev après quelques heures de garde à vue, était à mettre au crédit de la mobilisation citoyenne.

La rentrée scolaire s'accompagne du lancement par le gouvernement du plus grand «plan social» de l'année ! 22 000 suppressions de postes de fonctionnaires, programmées dans le budget 2008 dont 11 700 dans l'Education nationale dont 8 000 enseignants. Les conséquences toucheront inévitablement les conditions de réussite des élèves et les conditions de travail des personnels de l'éducation : classes surchargées, suppressions d'options, de filières, seront programmées, fin de la scolarisation des enfants de 2 ans.

une gauche moderne de transformation à vocation majoritaire se donnent rendez-vous les 14, 15 et 16 septembre à la Fête de l'Humanité 2007. Cette fête sera la première grande occasion, de rassemblement de celles et ceux qui veulent s'opposer et résister à la politique ultra réactionnaire de Sarkozy, des rencontres, des débats sur les choix alternatifs à lui opposer, sur la perspective politique à construire à gauche. Beau programme ! Nous vous invitons à en faire votre rendez-vous de rentrée, comme acte de résistance et d'espérance !

## La politique de la rigueur et du mensonge

La rentrée 2007 s'annonce sous les auspices de la rigueur et du mensonge. A une éducation nationale en crise, faute de moyens et d'une véritable politique faisant de la formation initiale une priorité nationale, le gouvernement répond par la rigueur. Certes, la ligne officielle des communicants de l'Elysée est plus policée, parle de «plan de revalorisation» de la fonction publique. François Fillon prévient toutefois : «on ne peut pas ne pas réduire la dépense publique». La lettre du président de la République aux éducateurs se veut innovante. De fait peu de nouveautés, mais de nombreuses confirmations : les



maîtres mots de la «refondation» sont toujours sélection, réduction des moyens, casse des statuts. Les ambitions du chef de l'Etat pour la fonction publique se mesurent à l'aune des économies que le gouvernement a pour mission de faire faire à l'Etat. La rigueur en actes. Si le discours se veut apaisant («que les fonctionnaires soient mieux considérés»), il est peu probable qu'il suffise à éviter une mobilisation dans la fonction publique.

Enfin la politique du mensonge est à l'œuvre. Après avoir juré la main sur le cœur qu'il garantissait la majorité publique dans l'entreprise gazière, Nicolas Sarkozy est pris la main dans le sac avec l'annonce de la fusion Suez-GDF. Les syndicats et les associations de consommateurs alertent, unanimes sur ce point, sur l'envolée probable des tarifs que provoquera à terme cette privatisation. Après l'ouverture à la concurrence du marché

domestique de l'énergie le 1<sup>er</sup> juillet dernier qui n'a pas donné, pour nos gouvernants, les résultats escomptés, on assiste là à une nouvelle offensive. Si le pouvoir d'achat populaire a tout à craindre, les gros actionnaires privés de Suez peuvent se froter les mains : la participation du président de la République aux universités du MEDEF était plus qu'un signe, une vraie main tendue aux possédants. «Politique du mensonge» encore et toujours quand le gouvernement livre le maître public de l'énergie aux marchés financiers au moment même où il prétend engager un «Grenelle de l'environnement». Pour un président qui prétend être celui qui a enfin le courage de dire la vérité aux Français, le dossier Suez-GDF sera décidément très lourd à porter.

## De vous à moi...

Il y avait jusqu'à présent de relatives retenues dans la fonction du chef de l'état. Personne n'a le moindre doute sur les amitiés profondes et sincères de Chirac vis-à-vis du grand patronat ou les rapports que Tonton entretenait avec tout ce qui résonne de social-démocratie à travers l'Europe. C'était comme ça avant, il y avait des amitiés certes mais aussi des retenues pour les exprimer. Aujourd'hui, avec celui qui, au soir d'un dimanche de mai 2007, a conquis les clés de l'Elysée, la ligne blanche est sciemment dépassée, mordue, avalée.

Qu'il soit à longueur de temps par routes et par chemins pour mener mille et une opérations médiatiques à chaque sujet d'actualité, fait la Une de nos journaux, bref... c'est sa façon très populiste de mener ses fonctions - cela ne trompe d'ailleurs plus grand monde- mais qu'il intervienne, en tant que chef de l'état aux universités du MEDEF, comme il l'a fait ... je reste pour le moins inquiet.

Jamais, je n'avais vu sur mon petit écran un chef de l'état embrasser comme du bon pain, un responsable des patrons. Jamais, je n'avais entendu de la bouche du président de la République de tels propos à l'égard du grand patronat.

La petite collation au Fouquet's, le repos post électoral sur le bateau en Méditerranée, les vacances aux Etats-Unis dans une luxueuse demeure... ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas. Cet homme, c'est un autre monde que le mien, que le vôtre, c'est celui des riches, des affairistes, des exploités, de la grande bourgeoisie, enfin en un mot, le représentant d'une classe avec laquelle aucune concession n'est possible.

Y.C.

## VITE LU VITE DIT

### Prix : 5 ans de hausse

Le passage à l'euro et la droite au gouvernement nuisent gravement au pouvoir d'achat! Selon l'INSEE, l'inflation a été de 11% entre 2002 et 2007. Dans le même temps, certains prix ont augmenté de 30 à 40%!

1 L de SP95: + 40%  
1 kg d'oranges: + 31%  
1 kg de pommes de terre: + 26%  
1 heure TTC de plombier: + 26%  
Consultation chez un généraliste: + 25%  
Huile d'olive: + 22%  
1 kg de bavette: + 16%  
Baguette (250g): + 16%

Autant de tarifs de produits ou de prestations courantes qui plombent le pouvoir d'achat populaire alors que les plus riches ont bénéficié de nombreux cadeaux fiscaux

## Rentrée des communistes : L'Exigence du débat !

C'est en appelant à un **débat libre où le «travaillons ensemble» prendrait toute sa valeur** que Michel Rica a ouvert la journée de travail. En effet, c'est un débat ouvert et respectueux qu'ont choisi d'entamer les quelque cent communistes présents à l'Assemblée générale. Pour Dominique Grador, «il nous faut être lucides. Lucides sur la gauche, mais aussi sur l'état de notre Parti dont le déclin n'est pas nouveau et **avoir le courage de prendre la dimension des efforts à faire.**» Et pour la responsable nationale en charge des élections, le débat ne doit pas se déconnecter de l'action contre «un président qui s'appuie sur la peur et s'agite en tous sens, non pas pour faire semblant qu'il agit comme le disent certains responsables socialistes mais bien pour impulser le mouvement de la majorité.» Voilà pourquoi **le Parti communiste prend l'initiative d'une contre offensive politique à l'automne.** Lorsque s'engage donc sans tabou

même si lorsque Jean propose de changer de nom, cela provoque quelques réactions dans l'assemblée. Pour Alain, «**l'important n'est pas le nom mais le but final.**» Louis complète : «Ce n'est pas en se sabordant qu'on règlera nos affaires /.../ **C'est la présence dans les entreprises qu'il nous faut reconquérir.**» Michel G interroge : la place du «communisme dans la société se mesure-t-elle uniquement aux résultats électoraux ?». Pour Michel D., la question est de savoir «si on peut encore changer la vie» ou si «le capitalisme a définitivement changé la partie». La priorité, pour André est de **réaffirmer la volonté de «transformer la société et non pas de donner un visage humain au capitalisme.**» Mais alors comment faire ? Pierre veut favoriser l'union rappelant que «**nous avons gagné le NON en 2005 parce que nous étions dans la mêlée.**» Pour la plupart des participants, pas de doute, il faut s'unir.



Mais avec qui ? «**Comment faire avec d'autres sans perdre son identité ?**» lance Patricia. A l'approche des élections municipales de 2008, les prises de positions résolument libérales de nombreux responsables de gauche inquiètent. Mais pour Michel D. «**Mener la bataille de l'union, c'est redonner espoir au peuple de gauche et favoriser le mouvement populaire,**» et de rappeler l'action courageuse des maires communistes de Loire-Atlantique.

Et Michel G. d'ajouter que cela nécessite de mieux faire connaître l'action de nos élus. Yann V. appelle, quant à lui, à «**ne pas perdre de temps**» puisque c'est sur le terrain que se joue l'existence d'un parti de transformation sociale présent dans les luttes comme dans les institutions. Une chose est sûre : **Dans les débats à gauche, dans le mouvement populaire et pour les prochaines échéances électorales, il faudra compter avec les communistes.**

## GDF/SUEZ : La fusion Anti-sociale



«Ici, les gens sont écoeurés par les gâchis ! Sarkozy revient sur les engagements qu'il avait pris en 2004.» Témoigne Bertrand, syndicaliste au terminal de Montoir. Alors ministre, le nouveau président avait en effet promis que la part de l'Etat ne passerait pas en dessous de 80% dans le capital de GDF. Après la fusion, la part de l'Etat dans le nouveau groupe serait réduite entre 35 et 40%. Pire, la fusion fait peser de lourdes menaces sur les emplois de la filiale environnement de SUEZ livrée à la bourse ainsi que sur l'avenir des 60 000 salariés de la distribution à GDF. Bertrand confirme «**Si on laisse faire, le terminal - un des plus importants d'Europe - qui va prochainement être agrandi, sera filialisé avec les deux terminaux de Fos sur Mer, privatisé et livré aux appétits des actionnaires du CAC 40. C'est la contrepartie exigée par**

**Bruxelles au rapprochement entre Suez et GDF.**» Et la commission européenne ne compte pas s'arrêter là, elle remet en cause l'intégralité du fonctionnement du système gazier français au nom de la «concurrence libre et non faussée»

Les exigences de profit des actionnaires n'étant à terme plus entravées par le tarif régulé ni par la participation de l'Etat, les hausses de tarifs deviendront inévitables.

«**Les gros vont encore se remplir les poches et nous, nous serrer la ceinture car au bout du compte, comme en Angleterre et en Allemagne c'est le consommateur qui paiera la note. Très cher.**» résume Bertrand. Déjà, les 5 fédérations syndicales de l'énergie (CGT, CFDT, FO, CGF-CGC, CFTC) ont décidé d'organiser «une riposte d'ampleur nationale» à l'automne.

## Souscription Fédérale : Aller plus loin

Par Hubert Delahaye Trésorier  
départemental du PCF

Les batailles politiques que nous venons de mener lors de la Présidentielle et des Législatives, celles que nous allons engager maintenant pour résister aux mesures Sarkozy, reconstruire une perspective mobilisatrice à gauche et redonner à notre visée communiste une nouvelle jeunesse et un nouveau dynamisme nécessitent et vont nécessiter des moyens financiers importants.

Rappelons que nos résultats électoraux ne nous permettent pas d'être remboursé des frais de campagne des Présidentielles ni de ceux des 10 circonscriptions de Loire-Atlantique pour les Législatives. Nous avons à faire face à des importantes et l'année 2008 sera aussi une année électorale majeure avec les Elections Municipales et Cantonales.

Nos ressources financières proviennent des cotisations des adhérents, des indemnités reversées par nos élus et bien entendu de la souscription permanente.

Ainsi, depuis le début de l'année les deux initiatives majeures que nous avons engagées ont permis de récolter 11 192 ? : 7004 ? lors du banquet organisé avec Marie-Georges Buffet et 4188 ? recueilli au début Juillet après envoi d'un courrier. Des dizaines et des



dizaines de personnes nous ont témoigné leur soutien financier et manifesté en même temps leur souhait de voir notre Parti continuer à jouer un rôle important dans notre pays.

Chaque initiative prise pour récolter des fonds est positive. La collecte au drapeau faite lors du meeting de Marie-Georges Buffet à Nantes avait permis de collecter plus de 1300 ?. Le succès de notre initiative de fin juin à la veille des vacances montre qu'il y a, comme on dit familièrement du grain à moudre. Dans notre prochaine édition, nous commencerons à publier la liste de nos souscripteurs.

NB. Rappelons une nouvelle fois que les sommes versées à la souscription donne droit à une réduction d'impôt sur le revenu, à hauteur de 60% des sommes versées, dans la limite de 20% du revenu imposable.

## ECOLE

### Rentrée scolaire : du cap au test

Calendrier oblige : la rentrée scolaire correspondant donc cette année au cap des 100 jours de Sarkozy à l'Élysée, et pourrait bien marquer, à terme, le début de la fin d'un "État de grâce" estival tant proclamé, alors sans risque d'objection, pendant un trimestre. En effet, cette rentrée met sur le grill les soi-disant «valeurs» portées par l'ex candidat Sarkozy. Car là, coup de balai sur l'amoncellement contradictoire des promesses populistes d'un jour. S'y substituent désormais, à feu nourri, l'annonce et la mise en chantier de mesures

plus préoccupantes les unes que les autres. Malgré tous les efforts d'habillage sémantique - s'agit-il d'un «plan de rigueur» ou d'une «revalorisation» pour les services publics ? - et au-

ministres qui lâchent trop crûment le morceau : ils se font aussitôt tancer vertement par le surveillant général du nouveau maître de l'Élysée. D'abord, l'augmentation du coût de la rentrée scolaire, qui touche différemment les familles selon leurs ressources et le niveau des études

de leurs enfants, souligne que l'inflation est loin d'être jugulée. **Plutôt que de réduire la TVA sur les fournitures scolaires, on pousse les feux d'une TVA dite, par anti-phrase, «sociale».** Ensuite, tous les personnels d'éducation, sont soumis au régime de la suppression des effectifs, notamment par le non-remplacement des départs massifs à la retraite, avec la mise en œuvre du «travailler plus pour gagner plus» à travers heures sup., la promotion au mérite et l'autonomie des établissements. Enfin la mise en cause de la carte scolaire accentue les inégalités socio-territoriales. Le drame, c'est qu'une trop grande partie de la gauche penche visiblement aussi vers ces orientations. Reste donc cette alternative, concernant l'ensemble de la politique du gouvernement Sarkozy - Fillon. **Ou bien, par la**



confusion des mots et la division de ses victimes, elle réussira à faire avaler toutes les couleuvres amères de sa politique réactionnaire et ségrégative. **Ou bien des solidarités actives pourront se reconstruire entre parents, élèves et enseignants, et au-delà de tout rideau de**

fumée des sondages, sa mise en échec redeviendra alors possible avec de plus en plus d'inévitables déçus du sarkozisme à venir. Qu'on se souvienne des luttes unitaires et inter-générationnelles contre le CPE et de leur succès. Serait-ce donc si loin et définitivement hors de portée?

#### La politique scolaire devient un test bien plus large que pour la seule école

delà des mots très fluctuants, il devient chaque jour plus clair que les actes visent désormais à mettre en œuvre, sans aucun état d'âme, les orientations réactionnaires de la droite la plus extrême. Pauvres

fera le reste. Au bout du compte l'égalité des chances permet de justifier les inégalités des résultats. /.../ Derrière les effets d'annonces, Sarkozy met en place un enseignement adapté aux besoins du capitalisme mondialisé, basé sur la «compétence, le mérite individuel». C'est une école à plusieurs vitesses, les établissements réservés à l'élite pour les uns, relevant souvent de l'enseignement privé, les autres trouvant leur place comme ils le peuvent dans une école publique, peau de chagrin. Et puis, les plus démunis, eux, exclus de tout, il conviendra de les repérer rapidement, et on demandera aux collectivités territoriales de prendre le relais dans une stratégie de traitement social. **Dans le même temps, c'est une rentrée placée sous le signe de l'austérité, et là le gouvernement est plus discret ?** Il faut savoir que l'école est devenue un marché, le coût de la rentrée augmente tous les ans. /.../ Les dépenses parascolaires sont de plus en plus impor-

tantes, officines privées de soutien scolaire, stages de vacances, préparation de la rentrée, etc. Tout cela est encouragé par les gouvernements, dont les politiques, ces dernières années, sont marquées par un fort désengagement.

aussi ouvrir le chantier d'une transformation du système éducatif, qui passe d'abord par une action résolue contre l'inégalité scolaire, avec la mise en place d'observatoires des scolarités, la création d'un fonds d'action contre les inégalités permettant notamment de s'inscrire dans la gratuité. En redéfinissant les missions que nous octroyons à l'école afin que chacun puisse acquérir un haut niveau de formation scolaire commune. Parce que c'est un enjeu considérable qui se confond avec l'avenir de la société et de la jeunesse, il faut que la nation décide de consacrer des moyens sans commune mesure avec ceux d'aujourd'hui. C'est dans cet esprit que nous proposons de porter la participation de l'État au budget de l'Éducation nationale à 7% du PIB. Le réseau école du Parti communiste a élaboré de nombreuses propositions, elles constituent un apport mis à la disposition de celles et ceux qui s'inscrivent dans une visée de transformation progressiste de l'école et de la société.

#### Bernard CALABUIG

Animateur de réseau école de la commission enseignement supérieur recherche du PCF



**Au nom de l'égalité des chances, N. Sarkozy décline un certain nombre d'objectifs pour l'éducation que tout parent peut partager. Mais qu'en est-il en réalité ?**

La notion d'égalité des chances est ambiguë, il s'agit d'un concept néolibéral. À l'égalité de droits, contestée par le libéralisme, se substitue cette formule de plus en plus utilisée dans le débat public. Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle en ont beaucoup usé. Sur le fond, de quoi s'agit-il ? C'est le principe de la loterie, l'État garantit une compétition équitable, le mérite individuel

ferait le reste. Au bout du compte l'égalité des chances permet de justifier les inégalités des résultats.

/.../ Derrière les effets d'annonces, Sarkozy met en place un enseignement adapté aux besoins du capitalisme mondialisé, basé sur la «compétence, le mérite individuel». C'est une école à plusieurs vitesses, les établissements réservés à l'élite pour les uns, relevant souvent de l'enseignement privé, les autres trouvant leur place comme ils le peuvent dans une école publique, peau de chagrin. Et puis, les plus démunis, eux, exclus de tout, il conviendra de les repérer rapidement, et on demandera aux collectivités territoriales de prendre le relais dans une stratégie de traitement social.

**Dans le même temps, c'est une rentrée placée sous le signe de l'austérité, et là le gouvernement est plus discret ?**

Il faut savoir que l'école est devenue un marché, le coût de la rentrée augmente tous les ans. /.../ Les dépenses parascolaires sont de plus en plus impor-

#### Au bout du compte l'égalité des chances permet de justifier les inégalités des résultats

Alors que l'échec scolaire est en augmentation, que la lutte contre les inégalités nécessiterait un effort budgétaire sans précédent, le nombre de postes subit des coupes sombres dans le premier et le second degré et pour la rentrée 2008, on nous annonce 11 000 suppressions de postes. Notons également que dans le supérieur, aucune création n'est annoncée et que les frais d'inscription restent à un niveau très élevé. **Alors, quelles propositions et actions du PCF ?**

Il faut résister à la politique Sarkozy mais les forces progressistes doivent

## Ils ont dit :



Emmanuelle BIZEUL, directrice à Trignac

«Notre rentrée s'est bien passée» dit Emmanuelle Bizeul, directrice de l'école élémentaire Marie Curie à Trignac, s'excusant presque d'être à contre courant de la morosité et de l'inquiétude qu'éprouve, avec raison, la grande majorité de ses collègues. Il faut dire que

l'équipe n'a pas ménagé sa peine pour réussir. Rencontres par petits groupes dans la dernière semaine d'août, puis travail au grand complet pour les deux jours de pré-rentrée. «Ça n'est pas de trop quand on veut parler de nos 270 enfants, équilibrer les

groupes, harmoniser les emplois du temps, les projets de nos dix classes et de la classe spécialisée». En fait, celle qui se considère comme la «chef d'orchestre» de l'établissement constate qu'elle est sans doute privilégiée par le «solide partenariat qui existe avec la municipalité qui ne lésine pas sur les moyens matériels, humains et financiers pour aider à la réussite des gamins». Et c'est bien là que le bât blesse. «Tout dépend de la collectivité locale, de sa richesse et de ses priorités. Il n'y a pas de volonté nationale. Pourtant si on veut combattre l'échec scolaire, il faut admettre, une bonne fois pour toutes, qu'il nous faut disposer de plus de moyens pour réussir avec une classe de 27 élèves trignacais qu'avec une classe de 25 élèves habitant rue de la Pompe dans le XVIème arrondissement de Paris. Tout le reste, n'est que bavardage !»

Benjamin FILLIATRE, Lycéen

Ça y est, c'est la rentrée, après 2 mois de vacances, ou bien souvent un seul mois, l'autre étant consacré à un job d'été afin de pouvoir se payer un voyage ou encore ses études. **Les lycéens et étudiants de Loire-Atlantique vont reprendre le chemin des cours afin de préparer leur avenir, mais quel avenir ?**

À défaut de températures élevées, l'été aura été chaud en réformes libérales : restriction du droit de grève, mise en concurrence des universités... Les jeunes en sont conscients, déjà en fin d'année scolaire on entendait dans les couloirs : «l'année prochaine sera dans la rue!» ou «on va lui faire revivre la grève au nain sarko!» **Lycéens et étudiants se préparent pour une nouvelle année d'études mais aussi pour une nouvelle année de luttes.**



## PRENONS NOTE...

### Recréons des liens



Dans le cadre de la campagne «Refusons la misère, un chemin pour la paix», les Caravanes Européennes de la Fraternité d'ATD Quart Monde ont fait étape à Nantes et Saint-Nazaire et termineront leur voyage, au Trocadéro, le 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère.

Pour signer la déclaration de solidarité : [HYPERLINK "http://www.refusonslamisere.org"](http://www.refusonslamisere.org)

### A marche forcée

C. LAGARDE, ministre de l'Economie, a pour mission de prendre une «initiative législative» rapide pour autoriser l'ouverture des magasins, sept jours sur sept.

### Point d'appui

La Cour d'appel de Paris a estimé que le «Contrat Nouvelle Embauche» (CNE) n'est pas conforme au droit international. Les juges ont estimé qu'il «prive le salarié de l'essentiel de ses droits en matière de licenciement», ce qui représente une «régression qui va à l'encontre des principes fondamentaux du droit au travail».

### Emploi

«Unedic - ANPE : la fusion d'ici à la fin de l'année»: a annoncé N. Sarkozy à l'Université d'été du MEDEF. Il s'est aussi déclaré favorable à la «possibilité d'une séparation à l'amiable» entre l'entreprise et le salarié, reprenant ainsi une proposition du MEDEF.

### Communication !

Ne pas dire «plan de rigueur» mais «plan de valorisation» pour les quelque 22 700 suppressions d'emplois de fonctionnaires prévues pour l'an prochain dont 11000 postes dans l'Education nationale.

### Tout un programme !

Le rapport sur «les freins à la croissance», d'Atali, ancien conseiller de F. Mitterrand, doit privilégier trois axes : libérer le travail, augmenter la concurrence et favoriser la compétitivité des entreprises.

### CHU de Nantes

La CGT dénonce la dotation budgétaire insuffisante et estime «qu'à ce rythme, le CHU aura à la fin de l'année un déficit de 20 millions d'euros». Tout en exprimant leurs craintes pour les missions du CHU en tant qu'hôpital public mais aussi pour l'emploi ; le déficit prévu étant l'équivalent de plus de 600 emplois ; le syndicat interpelle la ministre de la santé.

### Réorganisation critiquée

La mise en place par la SNCF d'un nouveau plan de transport de ses wagons isolés de fret, avec la fermeture de 262 gares au trafic marchandises, suscite de vives réactions. Le report du fret ferroviaire sur le transport routier, gros émetteur de gaz à effet de serre, tombe au moment où le « Grenelle de l'environnement» doit permettre de renforcer la lutte contre le réchauffement de la planète.

### Expulsions à tout-va

La chasse à l'enfant continue. Faire du chiffre : voilà l'objectif fixé par le gouvernement Sarkozy, et ce même en matière d'immigration. Ainsi, B. Hortefeux, déçu d'être «légèrement en dessous de l'objectif 2007», appelle à «redoubler d'efforts». Le ministre se rêve en capitaine d'industrie compétitive : l'expulsion à flux tendu. Sauf que c'est d'humains qu'il s'agit.

## Salaires, pouvoir d'achat : la réalité

Le pouvoir d'achat, Nicolas Sarkozy en avait fait sa priorité, pendant sa campagne électorale en assurant que « pour gagner plus, il fallait travailler plus ». Et la loi sur les heures supplémentaires est arrivée.

Mais la réalité est toute autre et nombreux seront les déçus de cette politique. Seul le patronat a le pouvoir de décider qui va travailler plus, en fonction de la charge de travail de l'entreprise et des bénéfices réalisés. Les salariés, en grande difficulté aujourd'hui qui subissent le temps partiel imposé, avec des salaires au plus bas, et qui sont demandeurs seulement d'un contrat de travail à temps plein seront laissés sur la touche.

Seules les entreprises qui font des bénéfices importants et qui pratiquent déjà la précarisation accrue, en embauchant des intérimaires ou des CDD, offriront des heures supplémentaires à des salariés qui souffrent déjà des conditions de travail qui se dégradent et de la charge de travail qui s'accroît, au détriment de l'emploi stable et statutaire. Le cadeau fiscal pour les entreprises dans la loi sur les heures supplémentaires, servira allègrement à gonfler le portefeuille des actionnaires au détriment des salariés et est de plus inefficace pour la croissance, déjà en baisse.

Dans un même temps, le coût de la vie augmente sensiblement. Un tiers de la population n'a pu partir en vacances, pendant que Sarkozy s'offrait des vacances luxueuses aux USA et la rentrée scolaire est très douloureuse pour un grand nombre de familles. L'allocation de rentrée scolaire, tout comme le SMIC en juillet, n'a subi aucun coup de pouce du gouvernement et les produits courants, comme le pain, le lait, le beurre, l'essence, les loyers, subissent des hausses très importantes qui vont peser très lourds dans le budget des familles. Et il en est de même pour les pensions, retraites qui ne sont pas réévaluées.

**Comment seulement maintenir son pouvoir d'achat dans ces conditions ? Là est la vraie question.**

MC Robin



## Inutile, inefficace et dangereux

Le Conseil Constitutionnel vient de valider sans modification, ni réserve, la loi sur le «service minimum» dans les transports terrestres de voyageurs. Pour justifier sa décision, il estime que la loi assure un équilibre entre le principe constitutionnel de liberté du droit de grève et celui de continuité du service public. Or, s'il leur avait fallu respecter les délais que la nouvelle loi leur impose pour organiser une grève, les salariés des entreprises publiques et privées, auraient été empêchés de participer aux mouvements revendicatifs sur la réforme des retraites de 2003 ou sur l'abrogation du CPE de 2006.

Ce texte ne vise ni à améliorer le dialogue social, ni à fournir aux usagers un service public de qualité ! Le gouvernement prépare, au nom de la continuité du service public, une offensive contre les acquis sociaux, en tentant au préalable d'affaiblir les moyens d'intervention de tous les salariés. La droite avance masquée sous le camouflage du «service minimum», qui existe déjà dans les faits ; elle parle sans vergogne de la continuité du service public, tout en supprimant des milliers de postes de fonctionnaires. Rappelons que 98% des dysfonctionnements que subissent les usagers ne résultent pas de grèves, mais d'incidents liés en grande partie aux carences des politiques d'investissement, de main-

## Ni franchise, ni TVA sociale



**La garantie d'une sécurité sociale solidaire est de plus en plus mise à mal.** Le principe fondateur de la Sécurité sociale «Tous cotisent en fonction de leurs moyens. Et chacun en profite quels que soient ses besoins» est remis en cause par les choix du gouvernement.

Une nouvelle fois, le gouvernement brandit l'argument du déficit de la Sécurité sociale et notamment de sa branche maladie pour assaisonner les malades et les assurés. Il répond par des mesures qui ne peuvent que fragiliser la Sécurité sociale : un plan de redressement de l'assurance maladie faisant porter une fois de plus la plus grande partie de l'effort sur les assurés sociaux et refusant d'ouvrir le dossier de son financement.

La franchise médicale, tout en poursuivant la logique de la réforme Douste-Blazy qui pourtant montre son échec,

introduit une autre dimension. Celle de payer pour accéder aux soins. Il s'agit moins de maîtriser les dépenses globales de santé que de réduire celles qui sont à la charge de l'assurance maladie.

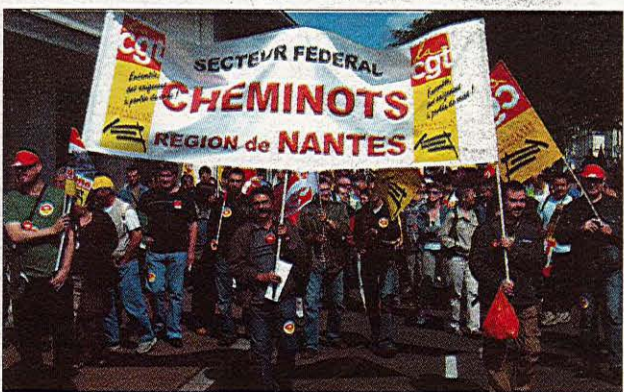
La TVA sociale, impôt indirect payé in fine par le consommateur tout en exonérant l'entreprise de sa responsabilité devant les besoins de santé et de retraite, est génératrice d'inégalité de traitement au détriment des familles les plus modestes.

Ainsi, une part croissante qui ne peuvent que fragiliser la Sécurité sociale échappe aux systèmes de couverture solidaire et universelle et ouvre des perspectives à bien des sociétés d'assurance ou autres.

Le PCF récuse ses deux propositions, appelle à signer la pétition lancée par des personnalités et à participer à la journée d'action du 29 septembre contre les franchises.

tenance et d'emploi des entreprises publiques et privées. De plus, ces limitations au droit de grève ne sont pas destinées à demeurer circonscrites aux transports publics. En l'occurrence, le texte qui porte sur les trains et les bus est un cheval de Troie cherchant à s'introduire dans le droit du travail. Dans un premier temps, les enseignants sont en ligne

de mire. L'extension du service minimum à l'école sous couvert de « l'accès au service public d'enseignement les jours d'examen » est évoqué. Cela peut paraître à premier abord dénué de mauvaises intentions. C'est plus vraisemblablement un alibi pour étendre progressivement la loi à l'école ; avant de la généraliser à toutes les activités professionnelles.



# Evènements, culture, idées.

Édition

## Éducation, justice et politique au menu de la rentrée

Plus de 550 essais et documents sont annoncés dans les prochaines semaines en librairie, avec l'éducation et les règlements de comptes post-électorales en plats de résistance. Et quelques polémiques probables en perspective.

A cette époque de l'année, le débat, souvent très vif, sur l'école est récurrent en France, mais la cuvée 2007 du Bac a, selon Jean-Robert Pitte, "tragiquement confirmé l'ampleur du désastre". Avec le titre "Stop à l'arnaque du Bac" (Oh Editions), au moment même de la rentrée scolaire, son brûlot ne devrait pas passer inaperçu, d'autant que l'auteur, géographe réputé, est président de l'Université Paris-Sorbonne. Il y dénonce "le naufrage du Bac qui, à terme, peut faire sombrer tout un pays". Mais la «dévalorisation du Bac» est-elle seule responsable des difficultés de l'Université ? Empoignades également en perspective autour de la "Lettre ouverte à la France sur son école" (Bayard) de Jean-Marie Petitclerc ou "Frankenstein pédagogue" (5ème réédition, ESF) de Philippe Meirieu, le créateur des IUFM (Instituts de formation de maîtres). Les lendemains d'élections sont cette fois plus que jamais l'objet d'amères explications. Du côté du PS, Lionel Jospin ("L'impasse",

Flammarion), Claude Allègre ("La défaite en chantant", Plon), Marie-Noëlle Lienemann ("Au revoir Royal", Perrin) et Jean-Luc Mélenchon ("La gauche d'après", Balland) tireront les premiers. Impasse, défaite... Le centre n'est guère en



meilleure forme, selon le député européen Jean-Louis Bourlanges, qui publie "La tragédie du centre" chez Plon. Trois mois après l'élection de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, plusieurs observateurs tirent déjà les premières leçons de son début de mandat. Le journaliste Patrick Jarreau avec "Bas les masques!" (Plon) ou Michel Maliarevski avec "Chronique d'un désamour en politique annoncé" (Alteredit), relativisent et apportent

un sérieux bémol à l'État de grâce des premiers 100 jours de Sarkozy à l'Élysée. En marge de la politique, deux récits autobiographiques sont également annoncés : Danielle Miterrand doit publier en septembre "Une vraie histoire de famille"



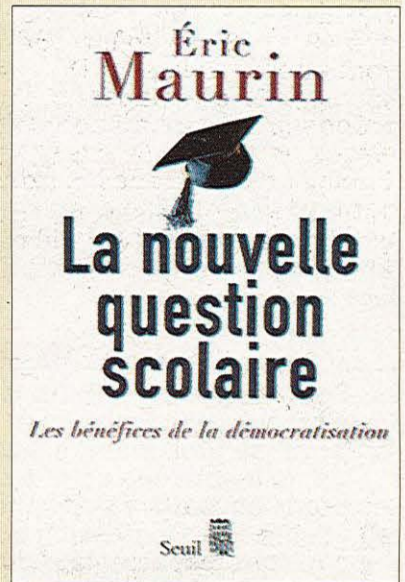
(Jean-Claude Gausewitch) et Simone Veil signe une "Autobiographie" chez Stock. Enfin, le très sarko-libéral Bernard-Henri Lévy captera évidemment l'attention complaisante des médias, avec "Trente ans après", un bilan de l'échec de la gauche, chez Grasset. Quant à l'ancien premier ministre Dominique de Villepin, il a mis la dernière main au "Soleil noir de la puissance" (Perrin), deuxième volume de sa somme sur Napoléon,

inaugurée en 2001 avec "Les cents jours". Pour tenter de faire de l'ombre à son rival bonapartiste actuel. La justice reste également un sujet brûlant, avec "Au nom de la justice" (L'Archipel), du député socialiste André Vallini, et "Au cœur du délire judiciaire : ce que la Commission d'enquête parlementaire sur l'Outreau a découvert" (Albin Michel) de Philippe Houillon et Elisabeth Fleury. Marie Humbert, qui a abrégé en 2003 les souffrances de son fils Vincent, pose à nouveau le problème de l'euthanasie dans "La vie après..." (Michel Lafon). En Histoire, encore, plusieurs essais tenteront, non sans arrière-pensées, de marquer le 90ème anniversaire de la Révolution d'Octobre en Russie. Avec notamment, "La révolution russe : 1891-1924, la tragédie d'un peuple" (Denoël) d'Orlando Figes et un "Dictionnaire du communisme" (Larousse) de Stéphane Courtois dont on peut craindre le pire, venant de l'auteur du «Livre noir du communisme». Sur la Russie actuelle, Calmann-Lévy publie également "Provocations", un livre posthume dans lequel l'ex-agent russe Alexandre Litvinenko, empoisonné au polonium en 2006, dénonce les dérives mafieuses de l'ex-KGB.

LIRE

## Ecole : les bénéfiques de la démocratisations

Pourquoi est-il raisonnable et nécessaire de continuer à démocratiser l'école ? C'est en économiste et sociologue, spécialiste de l'éducation et du marché du travail qu'Eric Maurin répond à cette question. L'auteur renvoie dos-à-dos «élitistes et malthusiens [qui] se rassemblent aujourd'hui sur une ligne conservatrice (...) La France est aujourd'hui sans aucun doute l'un des pays où le mouvement de démocratisation est le plus durement remis en question, y compris par ceux qui furent naguère les plus fervents défenseurs des réformes». Il conteste point par point leurs arguments : «L'idée selon laquelle il faudrait aujourd'hui suspendre le mouvement de démocratisation, voire démanteler certaines de ses réalisations récentes, repose le plus souvent sur un bilan superficiel et trompeur des efforts entrepris ces dernières décennies. Surtout, elle est peu soucieuse des nouvelles articulations entre éducation et économie dans un monde qui se transforme au même rythme que les afflux de nouveaux diplômés et qui accorde toujours plus de prix au capital humain, aux compétences, aux qualifications et à la capacité d'évolution de chacun». La démocratisation ne serait-elle donc plus qu'une erreur ? Ce livre démontre le contraire. Fondé sur de nombreuses enquêtes nationales, mais aussi internationales, il souligne avec force les nombreux bénéfices, à la fois individuels et collectifs, que les sociétés occidentales ont toutes tiré de leurs efforts de démocratisation scolaire. Pour parvenir à cette conclusion : «Tant au regard de l'histoire qu'au regard des tensions actuelles du marché du travail, il semble aujourd'hui nécessaire de franchir un nouveau cap scolaire : celui d'une réelle démocratisation de l'enseignement». Une démonstration revigorante, qui tombe à point pour affronter cette rentrée inquiétante.



Eric Maurin, «La nouvelle question scolaire. Les bénéfiques de la démocratisation», Seuil, La République des Idées/Seuil, 18€

VOIR...



## ROUGE BAISER

Dans le cadre de la biennale Estuaire, Nantes - Saint-Nazaire, le Fonds régional d'art contemporain des Pays de la Loire présente une exposition

d'oeuvres de sa collection.

Elle propose un déploiement exceptionnel et inédit de la collection du Frac : installations vidéo, sculptures monumentales, peintures, photographies... Un regard multiple et foisonnant sur l'art d'aujourd'hui.

Le titre Rouge Baiser vise à inscrire cette exposition dans le contexte historique de la Ville de Nantes : son activité portuaire, ses quais... métaphore d'un ancien et plutôt mythique "quartier rouge".

Quai des Antilles - 44200 Nantes. Exposition prolongée jusqu'au 30 septembre, ouverte tous les jours de 14h à 20h.

## MÉDIAS

### Dure rentrée pour les chaînes publiques

Alors que près des deux tiers des Français plébiscitent la qualité des programmes des chaînes publiques, une majorité se déclare opposée à une éventuelle privatisation de ces chaînes, selon un sondage CSA publié en août. Interrogés sur la qualité des programmes diffusés par les chaînes publiques de télévision (France 2, France 3, France 4, France 5, Arte), 73% affirment la trouver "de bonne qualité", contre 23% qui estiment ces programmes de "mauvaise

qualité". 50% des personnes interrogées se déclarent opposées à une "privatisation d'une ou plusieurs chaînes publiques", alors que 36% se déclarent favorables à une telle décision. Pour donner à ces chaînes publiques les moyens de "mieux financer leurs programmes culturels et oeuvres de création", une écrasante majorité (86%) se déclare contre une augmentation de la redevance (11% pour). Mais, hélas, l'autre option de financement consistant à autoriser un plus grand nombre de coupures publicitaires recueillait 53% d'avis opposés (45% pour).

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Patrick de Carolis, PDG de France Télévisions, et son directeur général, Patrice Duhamel, se sont rendus discrètement à l'Élysée, lundi 27 août en début d'après-midi. Ils ont été reçus par



le président de la République, le premier ministre et la ministre de la culture et de la communication. Alors que la législation actuelle interdit, sauf exception, aux chaînes publiques d'interrompre ce type d'émissions par des

écrans publicitaires, ils étaient venus réclamer, une fois de plus, une coupure publicitaire dans les programmes dits "de flux" (divertissements, variétés et magazines).

France Télévisions se trouverait aujourd'hui selon son PDG "à la croisée des chemins". Souhaitant en finir avec un "sous-financement chronique", le patron du groupe public entend

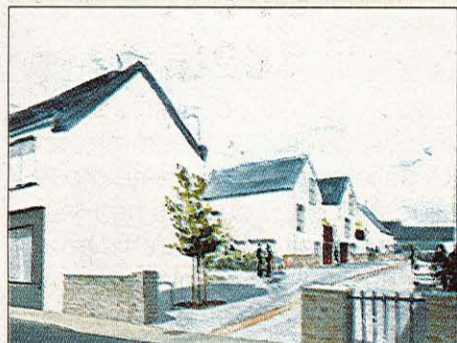
"assurer la pérennité de notre mission de service public" en réclamant des soutiens financiers, "que cela passe par une hausse de la redevance ou une coupure publicitaire dans les programmes jeux et divertissements".

## près de vous

### Saint Joachim

#### Des logements locatifs en centre bourg

En collaboration avec la communauté d'agglomération, le Conseil municipal s'est prononcé pour la construction de logements locatifs en centre ville. La commune et la CARENE ont acquis les maisons des 49 et 53 rue Joliot-Curie qui vont être réhabilitées. Derrière le 49, en rez-de-chaussée seront proposés 2 deux pièces, 2 trois pièces en duplex avec terrasse et 1 cinq pièces avec jardin et garage. Prolongeant le 53, on trouvera bientôt 4 maisons individuelles (T4).



### Solidarité Algérie

#### Inauguration

Le Collectif Solidarité Algérie de Saint-Nazaire et de la Presqu'île, les élus communistes et républicains, le Parti Communiste Français, vous invitent, **LE VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2007 à 11 heures**, en présence de Madame Simone de BOLLARDIERE, à l'inauguration de l'avenue DE BOLLARDIERE, Quartier Océanis à Saint-Nazaire. Conférence Débat le soir même à **20h à AGORA**. Parmi les invités Charles SILVESTRE (Animateur de l'appel des 10, visant à la reconnaissance par la France des crimes commis en Algérie et journaliste à l'Humanité).

### Le Croisic

#### Restaurants scolaires au prix fort

La commission des affaires sociales avait accepté le principe d'un quotient familial pour la participation des familles aux restaurants scolaires. « **Même si la mesure n'allait pas aussi loin que nous l'aurions souhaité, c'était un début et l'opposition municipale était enfin entendue** » constate Patrick HAMMON, Conseiller municipal. Une timide réforme que Christophe PRIOU n'a pas acceptée. 48 heures avant la séance, il a fait enlever la question de l'ordre du jour du Conseil au motif que cette mesure serait trop onéreuse pour les finances de la commune. Que vous soyez smicard ou que vous payez l'impôt sur les grosses fortunes (ou ce qu'il en reste après que Christophe PRIOU ait voté le bouclier fiscal à 50%), vous paierez le prix fort pour déjeuner dans les écoles du Croisic !

## L'activité

### ADECR

#### Une assemblée de rentrée à l'offensive

Assemblée de rentrée à Trignac, mercredi 5 septembre, pour les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique. A l'ordre du jour, la riposte sans concession et partout, dans le rassemblement le plus large possible contre la politique de classe de SARKOZY et du MEDEF. « **C'est l'ensemble de la gauche qui est interpellée par les mauvais résultats de la présidentielle. Cela n'exonère pas les communistes pour autant** » remarque Gilles BONTEMPS qui souligne que tout en travaillant leur congrès extraordinaire de décembre, les communistes et leurs élus vont « **préparer les prochaines échéances électorales dans l'union et dans un esprit de reconquête qui permette aux habitants de gagner de nouveaux points d'appui pour se défendre contre la droite et le MEDEF** ». « **D'autant qu'on peut faire confiance à Sarkozy pour tenter de poursuivre son ouverture et s'occuper des villes et des départements** » prévient Marc JUSTY. C'est, animés de cette volonté de rassembler une gauche à l'offensive que 15 délégués du département, participeront, les 13 et 14 octobre prochains, aux rencontres nationales de Montreuil des élus et des candidats aux élections municipales et cantonales. Un compte rendu de ces travaux sera organisé en Loire-Atlantique le 25 octobre. En collaboration avec le CIDEFE, une nouvelle journée de formation est organisée le mardi 9 octobre autour des questions de communication.



### Assainissement individuel

#### Nantes Métropole : 44% des installations jugées inacceptables

Lors de la dernière séance de l'Assemblée communautaire, Christian PELLOQUET est intervenu à propos de la mise en place du service public d'assainissements non collectifs (SPANC). « **80% des installations existantes ont été contrôlées, 44% ont été jugées « non acceptables » nécessitant une réhabilitation rapide** ». Devant ce qui représente une charge « insupportable » pour beaucoup de familles aux revenus modestes, il a de nouveau réclamé la constitution « **d'une structure de financement maîtrisée par la collectivité à l'image de ce qui se fait pour le service d'assainissement public collectif** ». Au nom du groupe des élus communistes, il a renouvelé une série de propositions concrètes comme « **une avance remboursable avec des prélèvements échelonnés sur la facture d'eau, un crédit d'impôts, une prise en charge partielle par les collectivités...** ». Il a souhaité que des propositions soient rapidement arrêtées par l'Assemblée.

### Saint Malo de Guersac

#### Une nouvelle salle des sports

Avec l'éducation physique à l'école, l'animation sportive départementale et ses quelque 650 licenciés, Saint-Malo avait besoin d'un nouvel équipement. Basket, tennis, danse, gymnastique, fléchettes, tennis de table, animation sportive, écoles... trouveront pour la rentrée un lieu adapté tandis que la salle polyvalente sera libérée pour les pratiques culturelles et associatives. Au total 1,5 million d'euros (hors taxes) auront été investis dans cet équipement qui a été financé pour moitié par la Communauté d'agglomération. Inauguration le samedi 6 octobre.

### Logement social

#### Pénaliser ceux qui traînent les pieds

Commentant une étude du Conseil général de Loire Atlantique, Claude CONSTANT a noté que dans la région Nantaise, Nantes et Saint-Herblain étaient les deux seules villes à être au dessus des 20% de logements sociaux exigés par la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain. Le document prouve aussi qu'il existe un grave déséquilibre dans la répartition territoriale du logement social, Claude CONSTANT a interpellé ses collègues de Nantes Métropole leur demandant s'ils allaient « **indéfiniment, constater ce fait sans prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que ce déséquilibre se réduise ?** ». Il a proposé, une nouvelle fois, que le versement de la dotation de Solidarité Communautaire soit modulé en fonction des efforts réalisés.

### Formation

#### Tout sur la com

A six mois des élections municipales et cantonales, en collaboration avec le CIDEFE, l'ADECR organise un stage de formation sur la communication, le mardi 9 octobre 2007. A noter dès maintenant sur l'agenda.

### Saint-Nazaire

#### Libérez Moussaev !

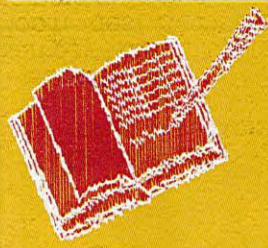
**Lundi 27 août, la mobilisation autour du commissariat de police a permis que Sappiulla MOUSSAEV soit libéré. A 17 heures, une centaine de personnes se réjouissait de cette « victoire provisoire ». Parmi eux de nombreux élus et militants communistes très offensifs dans cette bataille pour le respect des droits de l'homme.**

Sappiulla MOUSSAEV est réfugié politique du Daghestan, Avec sa famille il a dû quitter sa province russe en 2001. Ils se sont installés à Saint-Nazaire en novembre 2002. Monsieur MOUSSAEV travaille dans une coopérative fruitière. Les enfants sont scolarisés, Il est convoqué au commissariat car, malgré de nombreuses démarches, il n'a pas de titre de séjour et risque d'être expulsé. En 2003, une première demande d'asile a été refusée. La délégation nazairienne du collectif « uni-e-



contre une immigration jetable », l'aide alors à formuler un recours. Sans succès. L'an passé, la famille fait une nouvelle démarche pour bénéficier de la circulaire SARKOZY. En vain. Depuis le 14 juillet 2006, à la suite d'une cérémonie organisée à l'initiative du Maire Adjoint communiste Christian SAULNIER, les trois enfants ont des marraines et parrains républicains et la vigilance se renforce. Entré au commissariat vers 10 heures, accompagné d'élus verts et communistes, Monsieur MOUSSAEV est rapidement mis en garde à vue. Dehors, la mobilisation s'organise tandis qu'un appel au rassemblement est lancé pour 17 heures. La préfecture jugeant alors « le dossier sensible », ordonne vers 15 heures 30, qu'il soit relâché. Soulignons cependant qu'un second sans papier, inconnu des militants associatifs, a, dans le même temps, et malgré les protestations, été conduit en voiture vers un centre de rétention. Lors du rassemblement de fin d'après midi, devant une centaine de personnes (parmi lesquelles Christian BOUALEM, Gérard DENOYELLE, Sabine MAHÉ, Anyvonne MANDIN ET Christelle ORIAUT), Christian SAULNIER s'est réjoui que « la mobilisation ait permis cette victoire provisoire » et a appelé à la suite des responsables associatifs « au-delà du cas MOUSSAEV, à la régularisation de tous les sans papiers ». -

## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



**8 septembre, Saint-Herblain :** Assemblée générale des Communes de Loire Atlantique

**13 septembre, Saint Herblain :** Parc de la Begraisière : 22<sup>ème</sup> fête des retraités organisée par l'USR CGT 44

**14, 15 & 16 septembre :** Fête de l'Humanité à la Courneuve



## ■ COMMÉMORATION



**Le combat de Jean de Neyman reste d'actualité**

BRIEUX, membre de la direction locale. Il ne s'agit pas, affirmera t'elle de «faire de l'autocélébration... Les opérations pour sortir les événements, les hommes et femmes de leur contexte historique, pour brouiller les repères, instrumentaliser l'Histoire sont dangereuses» mais les idéaux «de résistance, de progrès, d'internationalisme, de paix» pour lesquels Jean a donné sa vie «restent plus que jamais d'actualité». Avant de mourir, comme Guy MOQUET, il avait écrit une émouvante lettre d'adieu à ses parents : «...Vivez pour continuer à faire progresser le monde, comme vous-mêmes m'avez appris à le faire... je vous écris la conclusion de ma vie, entre deux morales célèbres : «il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer» et «tout le bonheur de l'homme tient dans ce devoir Agir et Espérer"». Moment d'émotion quand Denise FRAIX pour la FNDIRP et Maurice ROCHER ont déposé la gerbe de fleurs et tandis que les participants observaient une minute de silence. Avant de clore la cérémonie Louis DRONVAL a appelé à participer nombreux, le dimanche 21 octobre, à la commémoration de Châteaubriant. Marc JUSTY représentait les élus communistes et républicains.

Dimanche 2 septembre, à l'initiative du Parti Communiste, on se rassemblait à Heinlex autour de la stèle de JEAN de NEYMAN, résistant fusillé, il y a 63 ans, jour pour jour, par les Allemands. Le combat de ce jeune communiste de 30 ans, professeur agrégé de physique, «reste toujours d'actualité» dira Marie-Anne

## ■ SAINT-NAZAIRE : INAUGURATION DE L'AVENUE DE BOLLARDIÈRE

**INAUGURATION «officielle» sur place LE VENDREDI 28 septembre 2007 A 11H :**

- En présence de Madame S. de Bollardière, de représentants de la FNACA
- suivi d'un vin d'honneur à la mairie, parmi les invités: C. Silvestre, MM Robin

**CONFERENCE DEBAT le soir même à 20h à AGORA :**

- Projection débat autour de «Escadron de la mort, l'école française» documentaire TV 1H, Marie Monique ROBIN.
- Intervenants ; Simone de Bollardière, Marie Monique ROBIN, Charles Silvestre (Animateur de l'appel des 10, (année 2000) visant à la reconnaissance par la France des crimes commis en Algérie.)

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

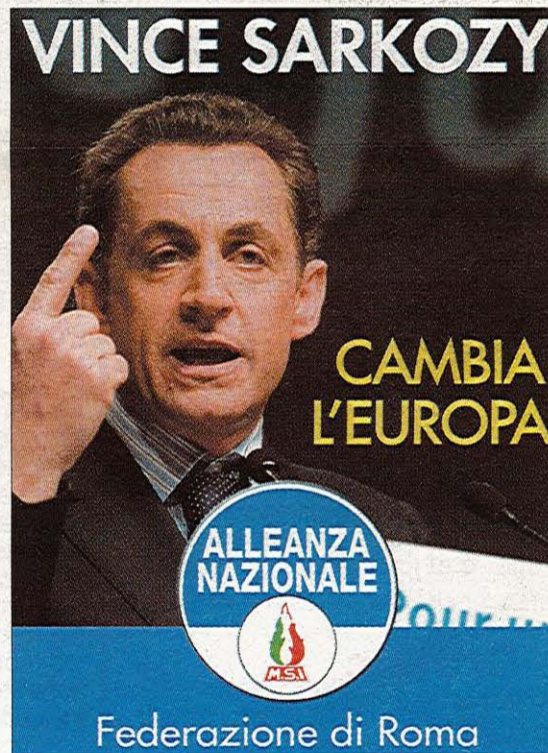
Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU  
Commission paritaire: N° 0310 I 86504  
Imprimerie: IMPRAM Lannion  
Composition: SEM Locminé  
Responsable de la rédaction:  
Aymeric SEASSAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36  
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:  
Marie-Annick BENÂTRE  
Yannick CHENEAU  
Michel DEJEU  
Michel LUCAS  
Jean-Yves MARTIN  
Yann VINCE



## Vite lu...

### ■ L'AMI ITALIEN

Nicolas Sarkozy n'aime pas qu'on dise de lui qu'il est populiste. Les populistes européens pourtant, le considèrent comme l'un des leurs. En Italie, le parti d'extrême droite Alliance Nationale (issue du parti néo-fasciste MSI) qui participait aux différents gouvernements Berlusconi a ainsi placardé sur les murs l'affiche ci-dessous où l'on peut lire: «Sarkozy gagne, l'Europe Change».



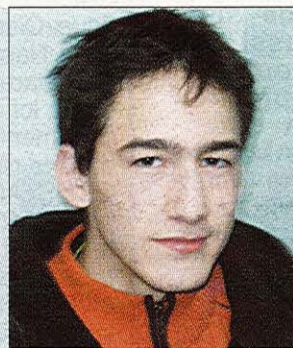
### La rentrée de Robin des Bois

Avez-vous vu Nicolas Sarkozy présenté tel Robin des Bois (cet homme qui prenait aux riches pour donner aux pauvres) au journal télévisé ? Le journal télévisé ?!, mais si, vous savez, les mêmes qui font leurs

titres sur le marché à prix coûtant place de la Bastille et qui oublient malencontreusement (éthique de journaliste oblige) de dire que les organisateurs sont le PCF et le MODEF. Ah, ces grands journalistes qui nous montrent Nicolas Sarkozy grand justicier, qui fait libérer des otages sans aucune

compensation, les ventes d'armes c'est un hasard de calendrier, un point c'est tout ! Ce même président qui réduit les inégalités à coups de paquets fiscaux pour les plus riches (alléluia !). Mais Sarkozy, ce grand coeur, pense aussi aux petits écoliers en leur supprimant 11 000 postes d'aides et de professeurs. Ils ne vont pas être contents ceux-là peut-être ? Bon d'accord, on peut toujours dire que dans quelques années, ces mêmes écoliers auront d'autant plus de mal à trouver du travail dans un marché

qui se mondialise ; mais bon, pour l'instant, les écoliers sont contents et l'important c'est de profiter de l'instant ; alors Sarkozy va mettre ses paillettes, faire son plus beau sourire et ça va passer. Mais attention, car Nico a plus d'un tour dans sa poche, et il est maintenant temps de faire plaisir aux parents, il va donc faire baisser les prix de l'électricité, grâce à sa libéralisation. Par exemple, en l'espace de 5 ans, cette concurrence appliquée en Espagne a fait augmenter de 39% les prix de l'électricité, en Fin-



lande de 67%, au Royaume-Uni de 81% et de 92% au Danemark, contre 11% avec le tarif régulé en France. Pourquoi donc Robin des Bois montre t-il autant d'humanité ? Il expulse des êtres humains en

leur promettant qu'après leur diplôme d'ingénieurs, ils pourront rentrer. Encore faut-il qu'ils en aient la possibilité. A croire qu'ils n'ont pas fait l'effort de naître au bon endroit. Et puis, en y réfléchissant bien, nos journalistes ont bien raison, Nicolas Sarkozy est bien un Robin des Bois : il prend aux modestes citoyens pour donner aux bourgeois, rentiers, riches, bénéficiaires ou autres nababs. A sa façon, il redistribue la richesse. Ah, il donne vraiment un coup de jeune à tout ce qu'il touche Nicolas.